



Genève, le 1^{er} janvier 2002

Sondage auprès des caisses de pensions : y a-t-il une place pour le Sud dans les enjeux du développement durable ?

Introduction

Ce questionnaire a été réalisé par téléphone entre mai et octobre 2001. L'ensemble des caisses de pensions sondées regroupait environ septante institutions de prévoyance suisses – privées et publiques – gérant plus de 120 milliards de francs suisses au 31 décembre 2000.

L'intention de ce sondage est d'abord d'établir l'état de la demande pour des produits et des services innovants dans le marché dit de l'investissement durable, « éthique » ou « socialement responsable ».

Il s'agit d'estimer le degré de sensibilité des acteurs de la prévoyance suisse aux questions du développement durable dans une situation globale où les sociétés industrialisées – vieillissantes - cherchent des solutions pour amortir les effets de ce qui est déjà décrit comme une bombe à retardement démographique, à savoir le vieillissement des populations et le financement des retraites à l'horizon 2030.

L'objet est aussi de chercher une corrélation entre la position des Suisses face à l'aide au développement et celle des gérants des caisses de pensions. Disons, d'emblée, que les chiffres sont éloquentes puisqu'ils révèlent des préoccupations similaires entre les Suisses et les responsables des caisses de pensions. Nous rappelons

L'étude présente d'abord la méthode utilisée (première partie) : cheminement, articulations ; ensuite un exposé des résultats bruts -questions/réponses-(deuxième partie) suivi d'une observation des dynamiques et tendances internes au sondage (troisième partie). Enfin, les résultats sont mis en rapport avec les résultats du sondage CAD/DDC¹, avant de conclure par une brève réflexion sur les perspectives et les limites que ce travail laisse apercevoir (quatrième et dernière partie).

¹ Les dossiers du CAD 2000 Volume 1 - No. 4: Examen en matière de coopération de la Suisse. Copyright OCDE, 2000.

1^{ère} partie - LA METHODE

Le questionnaire a été conçu selon une architecture interne en liens de causalité : chaque question exprimant un effet des précédentes (par exemple, si une institution n'investit pas dans des produits d'investissement durable – question 1 - est-ce par manque de produits d'investissement – question 2 ? Et si elle considère qu'il y a déjà suffisamment de produits de ce type – question 2 – cela signifie-t-il qu'elle n'envisagerait pas d'investir dans un produit innovant - question 5?). Organisé de la sorte, le sondage a été soumis dans sa troisième partie à quelques tests élémentaires de significativité : le *Chi-square de Pearson* visant à établir que les corrélations observées entre les réponses, d'une question à l'autre, ne sont pas dues au hasard ; et le test du *V de Cramer* qui exprime la force de ces mêmes relations.

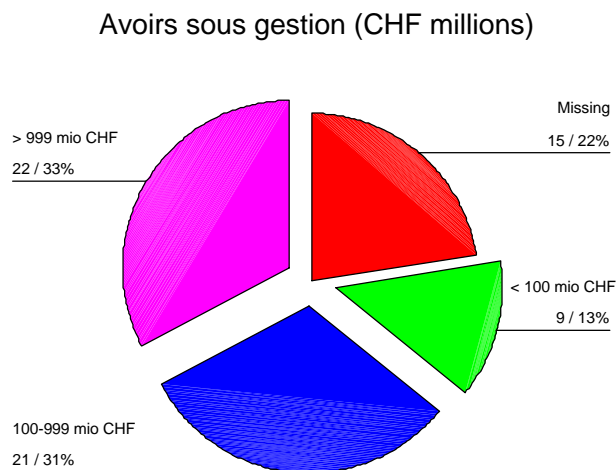
Le choix du téléphone a été déterminant pour convaincre les responsables des 67 institutions ciblées de répondre et obtenir ainsi un taux de participation satisfaisant.

2^{ème} partie – SONDAGE ET RESULTATS

Le questionnaire tel qu'il a été proposé aux sondés par téléphone se trouve à l'annexe A. Ci-dessous nous nous sommes efforcés de synthétiser le sens des questions et des réponses pour en faciliter la lecture.

Sur 67 institutions sondées, 53 ont accepté de répondre au questionnaire. Parmi les répondants, 25 étaient de droit public, 28 de droit privé. Toutes les personnes sondées occupaient des fonctions de direction, de gestion ou/et de membre du conseil de fondation – idem pour celles qui ont refusé de répondre.

Les 52 institutions répondantes qui ont communiqué leur fortune géraient plus de 120 milliards de francs de la prévoyance professionnelle suisse au 31 décembre 2000. La répartition des sondés selon la fortune était la suivante :



Questions/réponses synthétisées aux institutions de prévoyance :

	N	pourcentage
1. Investit dans des produits dits durables		
- avec une politique explicite pour ce type d'investissement	12	22.6%
- sans politique explicite	17	32.1%
N'investit pas et considère la question comme :		
- prioritaire	1	1.9%
- moyennement importante	12	22.6%
- négligeable	11	20.8%
Total	53	100%
2. Les besoins en produits d'investissement		
- l'offre actuelle est satisfaisante	27	51.9%
- favorable à une offre plus diversifiée	7	13.5%
- favorable à une offre plus spécialisée	5	9.6%
- favorable à une offre plus diversifiée et spécialisée	12	23.1%
- pas de réponse	1	1.9%
Total	52	100%
3. L'importance des pays en développement		
- faible	23	44.2%
- moyenne	9	17.3%
- forte	16	30.8%
- pas de réponse	4	7.7%
Total	52	100%
4. L'importance de l'exercice des droits de vote dans une perspective d'un actionariat socialement responsable		
- faible	19	36.5%
- moyenne	16	30.8%
- forte	17	32.7%
Total	52	100%
5. Investir dans un fonds d'investissement durable affichant un label « développement international » ; un fonds qui prendrait en considération la performance sociale des entreprises du <i>Swiss Market Index</i> dans les pays en développement et exercerait ses droits sociaux dans ce sens ?		
- inopportun	26	49.1%
Si opportun :		
Vous semblerait-il justifié que le fonds en question rétribue des informations nécessaires à la gestion des critères de performance sociale sous la forme de financement de projets de développement menés par des ONG ?		
- Oui, avec les frais de gestion	8	15.1%
- Oui, avec les frais de souscription	4	7.5%
- Oui, avec les deux	2	3.8%
- Non	10	18.9%
- pas de réponse	3	5.7%
Total	53	100%

3^{ème} partie – ANALYSE : TENDANCES ET DYNAMIQUES INTERNES

30 % des sondés estiment que les pays en développement occupent une place importante lorsqu'il s'agit de développement durable ; 45 % considèrent la possibilité d'investir dans un fonds répondant au label « développement international » comme une opportunité envisageable. Comment ces résultats s'articulent-ils avec des questions liées à la demande en produits d'investissement durable –*sustainable investments*-, à l'exercice des droits de vote ou à la politique d'investissement des caisses de pensions ?

Partant des principes selon lesquels :

1. Les questions sont liées de manière causale et chronologique ;
2. Les réponses d'une question par rapport à une précédente sont, en général, pressenties ;

les analystes du présent sondage se sont posés les questions suivantes :

1. Y a-t-il des indices d'un intérêt marqué pour des services et des produits liés au développement international et quelle est la force de ces indices ?
2. Y a-t-il des réponses contradictoires et que peuvent-elles exprimer ?

Mesures :	<i>ajusté</i> signifie que la relation était attendue <i>Inférieur ou égal à .001</i> : la relation exclu le hasard <i>Inférieur ou égal à .05</i> : 5% de chance ou moins que le hasard soit la cause de la relation, généralement jugé comme satisfaisant <i>Au delà de .05</i> , la relation est jugée douteuse
------------------	---

Produits & fonds

Pour mesurer l'intérêt pour des nouveaux produits liant davantage développement durable et développement international, les réponses aux questions 2 & 5 ont été confrontées dans un tableau croisé² et les liens testés selon la méthode du « chi-square » de Pearson : avec la forte présomption que l'intérêt pour de nouveaux produits se manifesterait par un intérêt marqué pour le fonds « développement international ». Les attentes n'ont effectivement pas été déçues puisque

² Les réponses autres que « satisfait » et « inopportun » ont été groupées sous les dénominations « besoins » et « opportun » ; les manquantes ont été écartées.

le test du « chi-square » avec un score ajusté de .032 indique qu'il y a 3.2% de chance que le hasard soit déterminant dans la relation entre les réponses aux questions 2 & 5.

			fonds		Total
			inopportun	opportun	
produits	satisfait	Count	17	10	27
		% within produits	63,0%	37,0%	100,0%
	besoins	Count	8	14	22
		% within produits	36,4%	63,6%	100,0%
Total		Count	25	24	49
		% within produits	51,0%	49,0%	100,0%

Les PVD et l'EDV³

Pour les réponses croisées aux questions 2 & 3 et 2 & 4⁴, les « chi-square » observés relatent respectivement des coefficients de .039 et .032. Ceci peut être interprété comme la manifestation d'un besoin réel pour des services spécialisés couvrant les risques liés aux opérations des multinationales occidentales dans les pays émergents et en développement ; des services qui couvriraient autant le *rating* – ou notation – que l'exercice des droits de votes. Le « chi » entre les question 3 & 4 obtient la note maximale de .001, exprimant une relation étroite dont la part de hasard peut être exclue (*pour les détails, demandez l'analyse complète à info@covalence.ch*).

L'examen par le *V de Cramer* exprime que la relation la plus forte est celle liant les questions 3 & 4 ; viennent ensuite, en ordre décroissant, les couples 2 & 4, 2 & 3, 2 & 5, 1 & 5.

Manque de preuves

Les tests de significativité n'ont pas apporté les signes d'un lien direct entre les réponses aux questions 3 et 4 – importance des PVD et de l'EDV – et l'opportunité d'investir dans un fonds « développement international » (question 5). En effet, autant la sensibilité au développement international (pays en développement) que l'intérêt pour l'EDV ne semblent pas constituer individuellement un fait déterminant l'opportunité d'investir. Par contre, on peut penser que la conjonction de la spécialisation Nord-Sud et de l'EDV constituent une innovation convaincante.

³ PVD : pays en développement ; EDV : exercice des droits de vote

⁴ Les réponses ont été séparée dans les deux cas – 3 & 4 - sur le mode faible et moyenne/forte.

Investisseurs Durables – Sustainable Investors

Parmi 29 participants à annoncer des investissements durables, ou socialement responsable, 12 déclarent avoir une politique inscrite au cahier des charges favorisant ce type d'investissements. Certaines institutions affichent l'ambition de devenir 100% durables à terme. Outre un « chi-square » ajusté de .042 – questions 1 & 5 -, à savoir un intérêt pour un fonds « développement international », les investisseurs durables ne manifestent pas un intérêt spécifiquement lié aux questions des nouveaux produits (question 2), des PVD (question 3) et de l'EDV (question 4).

Une incohérence ou un produit innovant ?

Sur 27 sondés à avoir répondu bénéficier d'une offre suffisante de produits d'investissement durable, 10 d'entre eux – soit plus d'un tiers - ont exprimé un intérêt pour un fonds « développement international ». Parmi ceux-ci, 7 se déclaraient prêts à consacrer une partie des frais au financement de projets de développement. Loin de s'écarter des buts de la prévoyance professionnelle, ceci démontre un réel souci de gérer les risques socio-politiques et de réputation liés à l'action des multinationales dans les pays du sud.

produits * The "Covalence fund" Crosstabulation

			The "Covalence fund"					Total
			n'investirait pas	oui, avec les frais de gestion	oui, avec le frais de souscription	oui, avec les deux	oui, sans frais	
produits satisfait	Count		17	4	3		3	27
	% within produits		63,0%	14,8%	11,1%		11,1%	100,0%
besoins	Count		8	4	1	2	7	24
	% within produits		33,3%	16,7%	4,2%	8,3%	29,2%	100,0%
Total	Count		25	8	4	2	10	51
	% within produits		49,0%	15,7%	7,8%	3,9%	19,6%	100,0%

Poursuivant une idée du développement durable selon laquelle l'information émanant d'organisations de la société civile est essentielle à l'évaluation de la durabilité globale des entreprises multinationales, Covalence SA a conçu un modèle de fonds d'investissement qui rétribue l'information nécessaire à la bonne gestion du fonds par le financement de projets menés par des ONG. De la sorte, le modèle stimule la production d'information apportant à l'occasion plus de transparence au marché.



4^{ème} partie – PERSPECTIVES : réflexions et commentaires

Les résultats observés invitent à une réflexion intégrant les thèmes du développement international dans les enjeux du développement durable comme la croissance économique globale, le fossé Nord-Sud, les normes sociales et environnementales, le financement des retraites à l'horizon 2030 dans les pays industrialisés... On assiste à la naissance d'une demande pour des solutions qui dépassent l'innovation technologique, ou y ajoutent, pour le moins, des aspects sociaux et de développement humain. En effet, à l'heure où les marchés et les investisseurs sont globaux, des solutions qui répondent aux besoins des parties constituantes de cette globalité doivent être proposées.

Un sondage effectué tous les quatre ans par la DDC et la communauté de travail des ONG suisses avait montré en 1999 que la population suisse était favorable à l'aide au développement (56% à son maintien et 20% à son augmentation⁵). Les réponses des responsables des caisses de pensions suisses reflètent bien l'opinion des Helvètes, puisque à la question du fonds « développement international » - n°5 ci-dessus – 45% des sondés affirmaient un intérêt pour celui-ci. 26% sont même disposé à ce qu'une partie des frais liés à la gestion du fonds soient redistribués à des projets de développement menés par des ONG. A suivre...

Vous pouvez obtenir gratuitement l'analyse détaillée du sondage directement auprès de Covalence SA , au 022 / 8000 855 ou à l'adresse e-mail info@covalence.ch ou à Covalence SA, place des Augustins 7, 1205 Genève

⁵ Les dossiers du CAD 2000 Volume 1 - No. 4: Examen en matière de coopération de la Suisse. Copyright OCDE, 2000.